

Un millier de forestier.e.s de l'ONF dans la rue au son des tronçonneuses Jeudi 14 Décembre 2017 Paris

Le jeudi 14 décembre dès 9h00, ont afflué sur Paris près de 1000 collègues de l'ONF venus en bus de toute la France pour manifester contre la politique du gouvernement dans son entreprise de destruction massive du service public de gestion des forêts domaniales, communales et territoriale : l'ONF.



Cette manifestation, à l'appel unitaire de toutes les organisations syndicales (voir communiqué ci-joint) a réuni plus de 10 % des 9000 agents de l'ONF. L'exaspération des personnels est à son comble face aux pratiques autocrates de l'actuelle direction générale soutenue par ses deux Ministères de tutelle : agriculture et écologie.



Le parcours de la manifestation allait donc symboliquement du MAA au MTES avec un cortège très mélangé et intergénérationnel, emmené par les ouvriers forestiers de la FNAF-CGT au son des 120 décibels des tronçonneuses, rejoint par les agents fonctionnaires, dont la CGT-Forêt, au son des sifflets, des tambours, des casseroles...

Plusieurs délégations ont été reçues au Sénat, à l'Assemblée Nationale et dans les deux Ministères. Elles portaient la demande de moyens pour le maintien de ce service public garantissant la gestion multifonctionnelle et durable des forêts publiques et pour une gestion plus respectueuse des personnels et de leurs statuts publics et privés.

La politique forestière est une des missions du MAA dans le cadre du programme 149. En tant que tutelle principale, il finance pour près de 180 millions d'euros les missions de service public assurée par l'ONF.



Une délégation de la CGT Agri, de la FNEE et de l'UFSE, a participé au cortège, rejoint par des agents de la Centrale, lors de la pause déjeuner.

L'accueil des passants a été très favorable en raison des slogans dénonçant la politique du chiffre, la pression sur les agents pour récolter du bois et le risque encouru par les forêts avec un slogan très populaire « Quelle forêt pour nos enfants ? ».



La CGT Agri et toutes les organisations CGT en lien avec la Forêt (FNAF CGT, CGT Forêt, CGT INRA, CGT IFN-IGN, ...) se sont exprimées à plusieurs reprises pour une gestion publique de la forêt et contre la volonté de privatisation de ce bien commun. (Communiqué CGT « La forêt un bien commun »)

La forêt un bien commun et public.

Pour la CGT Agri, la forêt est un bien public car elle contribue à la satisfaction des besoins primaires des peuples (alimentation, habitat, santé).

→ Une politique publique garantissant la gestion durable de ce bien commun avec :

- La satisfaction des besoins des populations et le respect des droits de peuples autochtones
- La multifonctionnalité des espaces forestiers
- La prise en compte du changement climatique et des crises sociales
- des revenus décents et le bien être des travailleurs

→ Une politique forestière publique au service des peuples avec:

- Le financement des missions de service public
- La reconstruction d'un grand service public forestier national
- Le développement de l'expertise publique et le contrôle des opérateurs
- Une politique de formation et reconnaissance des qualifications
- Le contrôle par les salariés des outils industriels
- Des mesures protectionnistes sur l'exportation de bois rond
- Le développement de la recherche publique

→ Des droits sociaux protecteurs pour tous les travailleur.e.s avec:

- Une réelle reconnaissance de la pénibilité et de la dangerosité du travail
- Un renforcement du contrôle des lois sociales pour arrêter le dumping social
- De réelles habilitations préalables au salariat et à l'entrepreneuriat en forêt-bois

